

2018 - 2020

Guide Opérationnel à l'obtention des Certificats d'Economies d'Energie (CEE)

*Ce guide est à destination des
collectivités territoriales du Tarn
ayant intégré le dispositif de
regroupement des CEE du SDET*

Syndicat Départemental d'Energies de Tarn

I – CEE, contexte et fondamentaux

Le dispositif des Certificats d'Economies d'Energie a été mis en place par l'Etat en 2006. Il permet à certains acteurs, « *les éligibles* », tels que les collectivités territoriales de **valoriser leurs travaux de rénovation énergétique**, réalisés sur leur patrimoine.

Ainsi, essentiellement les fournisseurs et distributeurs d'énergie, qualifiés d'« *obligés* » doivent respecter des obligations de volumes de CEE établies par l'Etat sur une période triennale.

Un moyen pour ces « *obligés* » de répondre à leurs obligations est d'acheter des certificats d'économies d'énergie (CEE) à des « *éligibles* ». En échange, les collectivités obtiennent **une prime énergie permettant le remboursement d'une part de l'investissement**.

Cette vente peut se faire de plusieurs manières :

- Dans le cadre d'une contractualisation de gré à gré avec un « *obligé* », sur la base d'un prix d'achat du CEE fixe, défini sur un volume de CEE valorisable ;
- Dans le cadre de la vente des CEE sur un marché dédié où le prix d'achat du CEE fluctue selon divers critères (périodes, obligés, etc.)

Dans un premier temps, le SDET valorisera les CEE obtenus via le marché : la vente sera réalisée dans les meilleures conditions (taux du CEE élevé) permettant d'optimiser la prime énergie reversée aux collectivités réalisatrices des travaux.

Critères généraux de récupération de CEE :

Rénovation d'un bâtiment déjà existant depuis plus de 2 ans.

Mise en place par un professionnel.

Délai de 1 an pour obtenir les CEE à compter de la fin des travaux

Rappel : *L'unité de calcul des Certificats d'Economies d'Energie est le kWh cumac. Il prend en compte la durée de vie et les économies d'énergie liées à l'installation mise en place.*

Où trouver les fiches d'opérations standardisées correspondantes aux actions éligibles ?

Plus de 200 travaux, répertoriés dans des fiches disponibles sur le site de l'ADEME, sont éligibles au dispositif. La rénovation énergétique du patrimoine communal concerne les catégories « résidentiel » et « tertiaire ». **Ces catégories sont définies selon l'usage du bâtiment.**

L'ensemble des travaux éligibles aux CEE est défini dans le cadre de fiches « standardisées », éditées par l'Etat, disponibles aux liens suivants :

- **Bâtiment Résidentiel :**
<http://calculateur-cee.ademe.fr/user/fiches/BAR>
- **Bâtiment Tertiaire :**
<http://calculateur-cee.ademe.fr/user/fiches/BAT>

Les critères d'éligibilité correspondant aux opérations standards courantes sont présentés en annexe 1 « Critères d'éligibilité – Opérations Standards CEE ».

Une fiche « standardisée » est déclinée en 4 éléments :

Les différents éléments qui composent une fiche d'opération standardisée



Fiche de calcul

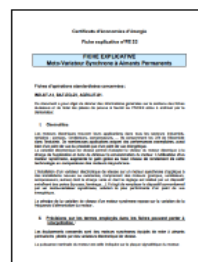


Fiche de synthèse



Attestation sur l'honneur

Et en complément



Fiche explicative

Un exemple de fiche d'opération (fiche de synthèse + attestation sur l'honneur) correspondant à l'isolation de combles ou de toitures sur un bâtiment tertiaire est présenté en annexe 2 « Exemple de fiche d'opération standard » et en annexe 8 « Exemple d'attestation sur l'honneur Partie A ».

Ces fiches sont associées à des **opérations dites « standards »**. La fiche de synthèse répertorie les différents critères à respecter pour que l'opération soit éligible au dispositif. Elle indique également les preuves à fournir en plus de celles définies dans le cadre général. Elle est suivie en annexe d'une attestation sur l'honneur permettant d'attester de l'éligibilité de l'opération par le bénéficiaire.

Enfin, une fiche explicative concernant chaque opération est proposée en complément sur le site de l'ATEE (Association Technique Energie Environnement). Elle permet d'apporter une explication supplémentaire aux différents critères à respecter.

Les modalités d'éligibilité étant rigoureuses, ce guide a pour objectif de **répertorier les conditions générales requises** pour obtenir une valorisation, en indiquant les différentes étapes à suivre

Remarque : Il existe également d'autres types **d'opérations dites spécifiques** présentant des modalités d'obtention définies sur une période donnée par le ministère.

Le syndicat n'intervient pas pour ce genre d'opérations, des organismes spécifiques (par exemple intercommunalités) agissant pour la récupération des certificats. C'est notamment le cas pour les communes entrant dans le **dispositif CEE TEPCV**.

Ressources :

Fiches standardisées CEE :

[www.calculateur-
cee.ademe.fr](http://www.calculateur-cee.ademe.fr)

Fiches explicatives CEE : www.atee.fr/c2e

FAQ : www.ecologique-solidaire.gouv.fr/dispositif-des-certificats-deconomies-denergie



Certaines communes lauréates de l'appel à projet TEPCV ayant signé dans ce cadre une convention avec l'Etat, bénéficient du **programme spécifique Economies d'Energie dans les TEPCV**. Leurs travaux de rénovation sont valorisés via ce programme spécifique dédié CEE TEPCV dont la gestion appartient à d'autres organismes (généralement intercommunalités, PNR, etc.). **Attention toutefois : le programme arrive à échéance fin 2018.** Ce dispositif n'est pas cumulable avec l'offre groupée du SDET, les CEE étant valorisables qu'une seule fois.

Dans le cadre du dispositif CEE TEPCV, seuls sont éligibles :

- La rénovation de l'éclairage public extérieur,
- L'isolation ou le changement de chauffage pour les bâtiments publics,
- L'isolation ou le changement de chauffage pour les logements résidentiels individuels,
- Le raccordement d'un bâtiment public ou d'un bâtiment résidentiel à un réseau de chaleur.

Les CEE constituent ainsi une aide supplémentaire à celles déjà existantes. Cependant, elles ne sont pas toutes cumulables.

Certaines de ces aides sont répertoriées dans le tableau ci-dessous :

Aides existantes dans le cadre de rénovation du bâtiment	Cumulable* avec le regroupement?
Programme Habiter Mieux Sérénité (ANAH)	<input checked="" type="checkbox"/> Non
Programme Habiter Mieux Agilité (ANAH)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui
Fonds Chaleur (ADEME)	<input checked="" type="checkbox"/> Non
Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux (DETR)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui
Caisse des dépôts et consignation (CDC)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui
Appel à projet TEPCV	<input checked="" type="checkbox"/> Oui
Programme CEE TEPCV	<input checked="" type="checkbox"/> Non
Aides du Fond Européen de Développement Régional (FEDER)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui
Aides à la décision (par l'ADEME pour audits, études ...)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui

*Uniquement si les critères d'éligibilité aux CEE sont respectés

Des exemples de bénéfices pouvant être perçus par certaines opérations courantes sont présentées en annexe 3 « Prix opérations ».

!! Les CEE ne constituent qu'un « bonus » !!

C'est-à-dire qu'il ne faut en aucun cas réaliser des travaux pour récupérer des CEE, mais dans le cadre d'optimiser sa consommation énergétique.

De plus, les réels bénéfices résident dans les économies de fonctionnement engendrées plutôt que dans le montant lié à la vente des Certificats d'Economies d'Energie (entre 4 et 10% des frais des travaux)

II – Dispositif du SDET : regrouper et valoriser les CEE des collectivités

Le Syndicat Départemental d'Energie du Tarn (SDET) a décidé par délibération du ..., d'effectuer un regroupement, c'est-à-dire proposer un service public mutualisé à l'ensemble des communes du Tarn de gestion et de valorisation des CEE issus de la rénovation du patrimoine communal.

Les atouts du regroupement :

- ✓ **Dispositif gratuit.**
- ✓ Conseil, suivi et accompagnement à l'obtention des CEE.
- ✓ **Optimisation des gains économiques** via la mutualisation.
- ✓ Mutualisation financière et de moyens afin de rendre le dispositif **accessible à l'ensemble des communes du département.**

Pour rappel, ne sont pas éligibles :

Les opérations permettant le simple respect de la réglementation en vigueur,

La simple substitution entre énergies fossiles,

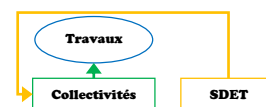
Les opérations concernant la production d'électricité à partir de sources renouvelables électriques.

Comment s'opère l'accompagnement du SDET auprès des collectivités ?

Etape 1 : Montage des CEE

Avant la réalisation des travaux

- I) Le SDET renseigne la collectivité concernant les critères d'éligibilité des CEE. Ces informations portent essentiellement sur :
 - Les critères de performance des équipements ;
 - Les preuves administratives attestant de la réalisation des travaux.



A la clôture des travaux

- II) La collectivité transmet ensuite les pièces composant le dossier CEE. Le syndicat se charge de vérifier la validité du dossier au vu des critères définis par l'autorité administrative.



Etape 2 : Valorisation des CEE (dépôt, obtention et vente)

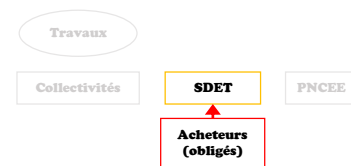
- III) Le SDET réalise à minima un **dépôt annuel lors du 3^{ème} trimestre**. Au vu de cette échéance, les dossiers des communes doivent être complets et validés.



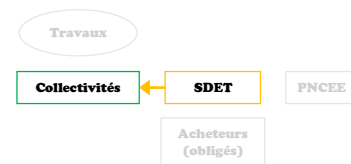
- IV) Une fois le dossier déposé, le PNCEE dispose de 3 mois pour transmettre au SDET les certificats obtenus.



- V) Les CEE obtenus, le SDET dispose d'un délai maximum de 10 ans pour les vendre. Il privilégiera une période où la valeur du CEE sur le marché est élevée pour optimiser les bénéfices de la vente.



- VI) Le Syndicat redistribue les bénéfices liés à cette vente aux collectivités ayant effectué des travaux de rénovation sur leur patrimoine. Ces bénéfices permettent ainsi un retour sur investissement et sont redistribués aux membres du regroupement en fonction du nombre de CEE obtenus par actions engagées.



Accompagnement dans les choix techniques, collecte et analyse des documents

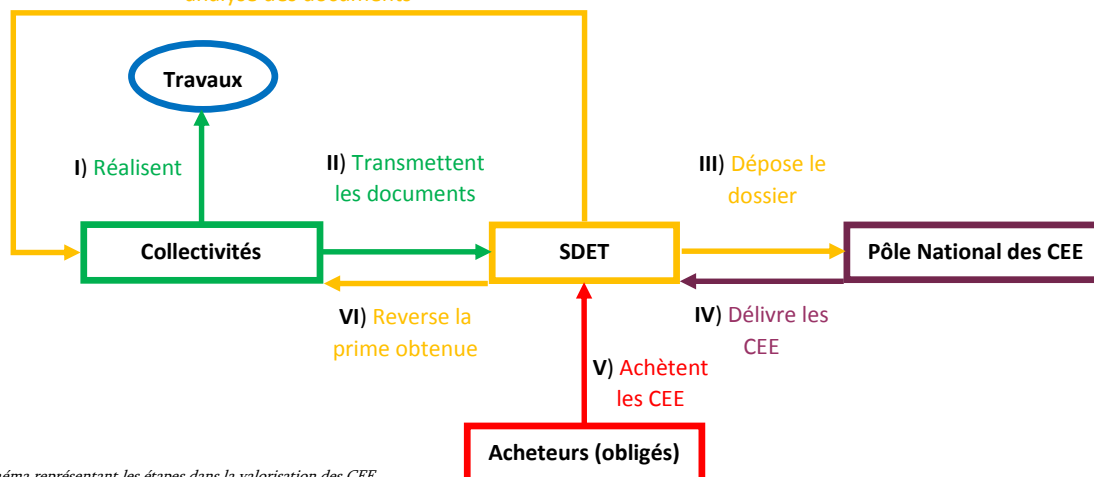
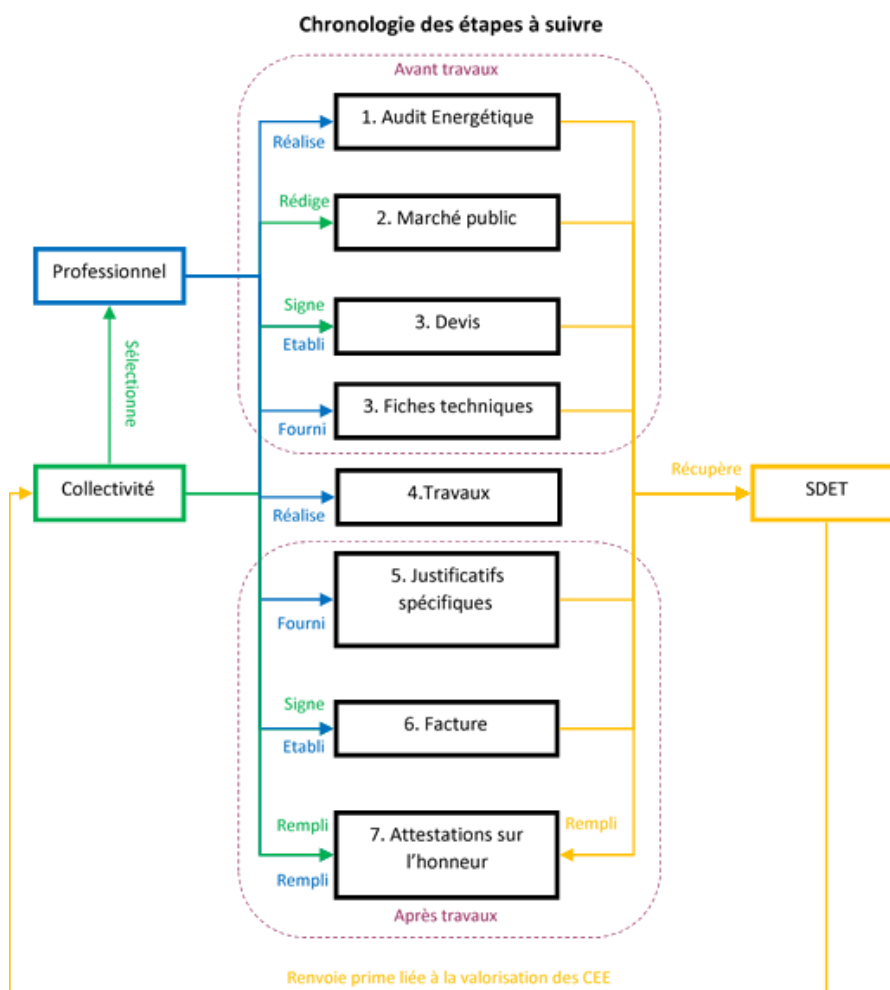


Schéma représentant les étapes dans la valorisation des CEE

III – Mode opératoire pour la valorisation des CEE



Dès que la collectivité a un projet de rénovation à mener, il est préférable qu'elle en tienne informé le syndicat le plus tôt possible afin de mener à bien l'ensemble des étapes.

Comment sont les pièces et procédures d'un dossier d'opérations standardisées ?

Etape 1 : Audit Energétique & Etude de Faisabilité

Cette première étape n'est pas obligatoire pour l'ensemble des opérations, mais seulement quand cela est précisé dans les fiches d'opérations standards. Elle peut cependant s'avérer utile pour le choix des matériaux/équipements à installer ou des actions prioritaires à cibler. Elle permet de faire un bilan des consommations du bâtiment, et d'indiquer les gains économiques et environnementaux liés aux futures actions menées. Cette étude doit :

- ✓ Être réalisée par un professionnel,
- ✓ Intégrer les quantités de kWh cumac possibles récupérables sur les futurs travaux en comparant différentes installations à mettre en place,
- ✓ Être datée et menée moins de 4 ans avant la rédaction du devis.

Document à communiquer au SDET avant le début de réalisation des travaux

Etape 2 : Rédaction des marchés publics (cf partie IV), choix d'un professionnel

Etape 3 : Rédaction du devis & fiches techniques

1. Une fois le professionnel sélectionné, un **devis** concernant les travaux à effectuer est rédigé par le maître d'œuvre. La collectivité s'assure alors que ce dernier comporte :

- ✓ La mention de valorisation des CEE, précisant la référence de la fiche d'opération correspondante (cf site de l'ADEME).

Un modèle de devis est
présenté en annexe 4
« Devis ».

Enveloppe	BAR-EN-105	Isolation des toitures terrasses	France métropolitaine et DOM	14ème
-----------	------------	----------------------------------	---------------------------------	-------

- ✓ L'adresse précise du bâtiment sur lequel ont lieu les travaux, et son type (résidentiel, tertiaire : école, restauration, ...)
- ✓ La surface totale du bâtiment et la surface chauffée.
- ✓ Les coordonnées du maître d'œuvre (nom, adresse, numéro SIRET et SIREN, ...).
- ✓ Dans le cas où le professionnel doit être qualifié, indication de sa qualification RGE (Reconnu Garant de l'Environnement).
- ✓ Le détail des prestations :
 - La marque et référence du matériau ou de l'équipement afin de pouvoir se reporter à la fiche technique correspondante
 - La surface ou la quantité de chaque matériau installé.
- ✓ La date prévisionnelle d'achèvement des travaux.
- ✓ La date de réalisation et de signature du devis.

Comment trouver un professionnel RGE ?

Sur le site :

[www.renovation-info-
service.gouv.fr/trouvez-
un-professionnel](http://www.renovation-info-service.gouv.fr/trouvez-un-professionnel)

Dans le cas où un bâtiment est affecté à plusieurs usages (logements, bureaux, enseignement, ...), il convient de distinguer clairement dans les documents à fournir (devis, facture, etc.) les travaux associés à chaque usage (les modalités de calcul étant différentes suivant les usages et secteurs d'activités).

Par exemple, pour une opération d'économies d'énergie menée sur un bâtiment constitué de locaux relevant de N secteurs d'activités différents (bureaux, enseignement, ...), des coefficients p_i sont appliqués dans les calculs. Ils sont définis comme suit :

$$p_i = \frac{\text{Somme des surfaces chauffées des locaux du secteur d'activité } i}{\text{Somme des surfaces chauffées des locaux des } N \text{ secteurs d'activité}}$$

2. Avec le devis, le professionnel doit joindre les **fiches techniques** associées aux matériaux ou équipements à installer. Elles comportent l'ensemble des critères définis dans les fiches d'opérations standards (partie 3), notamment :

- ✓ Les **marque et référence de l'équipement**,
- ✓ Les dates de validité dans le cadre de qualification ou de certification.

Les mentions apportées dans les fiches techniques ne doivent pas entrer en contradiction avec les mentions inscrites dans le devis.

Le SDET devra être tenu informé de toute modification concernant le matériel ou les prestataires.

Documents à communiquer dès que possible au SDET avant le lancement des travaux

Sur la base de ces documents, le SDET pourra formuler un estimatif du retour sur investissement attendu par la collectivité, lié à la vente de ses Certificats d'Economies d'Energie.

Etape 4 : Réalisation des travaux

La collectivité s'assure que les documents soient transmis le plus tôt possible au SDET (*délai d'un mois à compter de la fin des travaux*). Pour rappel, **ce dernier dispose d'un an à partir de la date de facture pour réaliser la demande de vos CEE auprès de l'Etat.**

Actuellement, le SDET envisage 1 dépôt annuel au 3^{ème} trimestre de chaque année.

Etape 5 : Justificatifs spécifiques

Ces documents sont fonction de chaque réalisation. Certaines opérations ne nécessitent pas de justificatifs spécifiques. Lorsque ces derniers sont nécessaires, ils seront précisés par le syndicat. Il appartient au maître d'œuvre de les fournir à la collectivité.

Document(s) à communiquer au SDET après la réalisation des travaux

Etape 6 : Rédaction de la facture

Elle constitue la preuve de réalisation de l'action de rénovation. La collectivité s'assure que soit indiqué :

- ✓ L'adresse précise du bâtiment sur lequel ont lieux les travaux.
- ✓ La mention de valorisation des CEE ;
- ✓ L'objet précis des travaux (*en référence à la dénomination des travaux définie dans la fiche standard CEE associée*) ;
- ✓ Les marques et références des installations mises en place.
- ✓ La surface et la quantité de chaque matériau installé.
- ✓ Les coordonnées de l'entreprise maître d'œuvre.
- ✓ La date de réalisation de la facture.

Les mentions apportées dans la facture ne doivent pas entrer en contradiction avec les mentions inscrites dans les précédents documents.

Comme pour le devis, dans le cas où un bâtiment est affecté à plusieurs usages (logements, bureaux, ...), il convient de séparer clairement les installations mises en place dans chaque partie du bâtiment.

Document à communiquer au SDET après la réalisation des travaux

Un modèle de facture
est présenté en annexe 5
« Facture ».

Etape 7 : Les attestations sur l'honneur

Les attestations sur l'honneur sont à remplir par les différents acteurs : SDET, collectivité et professionnel. Les modèles d'attestations sur l'honneur sont disponibles sur le site internet du SDET.

1. **Partie A** : elle est spécifique à chaque type de rénovation. **Elle est à remplir par la collectivité** maître d'ouvrage.

On doit retrouver les mêmes informations que celles indiquées dans les documents déjà transmis.

Dans le cas où un bâtiment est affecté à plusieurs usages (logements, bureaux, ...), il sera demandé de faire une attestation sur l'honneur par secteur d'activité concerné.

2. **Partie B** : elle concerne le bénéficiaire des opérations. C'est-à-dire la collectivité ayant établi une convention avec le syndicat. **Elle est à remplir par la collectivité.**
3. **Partie C** : elle concerne le professionnel maître d'œuvre des opérations. **Elle est à compléter par le professionnel.**

Ces documents, complétés par le professionnel et la collectivité, sont à joindre au syndicat à la fin des travaux

Partie A : Cas particulier du « même bénéficiaire, même professionnel mais adresse différente » : travaux regroupés sur une même attestation sur l'honneur. Dans ce cas, le demandeur fait apparaître plusieurs sous-ensembles qu'il numérote successivement A1, A2, A3, etc ...

Un modèle (parties B & C) et un exemple d'attestation sur l'honneur partie A sont présentés en annexe 6 et 8.

IV – CEE et marché public

1) La rédaction des marchés publics

Afin d'éviter toute ambiguïté et de clarifier la démarche, certaines mentions doivent apparaître dès la procédure de marché.

Pour rappel : Les Certificats d'Economies d'énergie ne sont **valorisables qu'une seule fois et par un seul acteur.**

C'est pourquoi la collectivité doit indiquer clairement dans le marché public son souhait de valorisation des CEE engendrés par les travaux de rénovation.

Egalement, elle indique que dans le cadre d'une convention établie avec le syndicat, elle souhaite désormais valoriser ses travaux de rénovation par le biais de Territoire d'Energie Tarn.

Pour les opérations exigeant que le professionnel soit qualifié, le marché public doit spécifier que le maître d'œuvre sélectionné devra être un **professionnel qualifié RGE** (Reconnu Garant de l'Environnement) valide durant toute la durée de réalisation des travaux. Cette durée étant établie par les dates de signature du devis et de la facture.

Concernant les **exigences**, le professionnel choisi s'engage à :

- ✓ Transmettre au maître d'ouvrage avant la fin des travaux l'ensemble des documents nécessaires pour le dépôt du dossier de demande des CEE afin d'être remis au syndicat le plus tôt possible. Ceci dans le but d'effectuer les démarches dans le temps imparti.
- ✓ Respecter les critères techniques indiqués sur les fiches d'opérations standards de chaque type d'installation mis en place. Ils sont indiqués en première page des fiches d'opérations dans la partie : *Conditions pour la délivrance des certificats*.
- ✓ Mentionner l'ensemble de ces critères dans les fiches techniques des matériaux installés.

Enfin, le **bordereau des prix** doit mentionner les CEE

• **Exemple de « clause CEE » générale dans un cahier des charges de travaux :**

X.x La Collectivité étant engagée dans le dispositif des CEE, sont établis les points suivants :

- o Les travaux étant réalisés sur le patrimoine de la Collectivité et payés par la Collectivité, cette dernière souhaite avoir la maîtrise sur l'intégralité des CEE ;
- o Les équipements, mis en œuvre, devront répondre a minima aux performances techniques et aux conditions de délivrance indiquées dans les fiches d'opérations standardisées figurant en annexe ; (indiquer code fiche et libellé)
- o Les documentations techniques permettant d'attester des performances techniques et les certifications ou labels exigés dans les fiches d'opérations standardisées devront être fournis à la Collectivité ;
- o La facture ou le mémoire de travaux, émis à la Collectivité, devra comporter les mentions obligatoires prévues par l'arrêté du 4 septembre 2014 et celles prévues par les fiches d'opérations standardisées. La facture devra notamment comporter les données nécessaires au calcul du montant de kWhcumac correspondant à l'opération standardisée (cf. fiches opérations standardisées XXX-XX-XX en annexe) ;
- o Les attestations portant sur les CEE adressées à l'entreprise (par courrier postal ou voie électronique) avant l'établissement du procès verbal de réception, devront être retournées à la

Collectivité, quinze jours calendaires après les avoir reçues, dûment complétées et signées sans quoi la réception finale des travaux sera prononcée avec réserves et des pénalités de retard seront appliquées



• **Exemple de clause CEE liée à une action :**

La mise en place de fenêtre (ou de porte-fenêtre) complète avec vitrage isolant correspondra impérativement à un coefficient maximum de transmission surfacique : $U_w < 1.3 \text{ W/m}^2\cdot\text{K}$ et un facteur solaire $S_w < 0.36$.

"Ces travaux feront l'objet d'une demande de certificat d'économies d'énergie auprès du Pôle national des certificats d'économies d'énergie. Le titulaire doit donc s'engager à respecter les données indiquées sur le formulaire "Certificat d'économies d'énergie" joint au présent marché et le renseigner et le signer à la réception du chantier. L'administration est susceptible de réaliser un contrôle sur les travaux réalisés".

"Ces dispositions s'appliquent sous réserve de modifications de la réglementation des Certificats d'Économies d'Énergie, et ce jusqu'à la réception des travaux. Cette (ces) modification(s) pourra(ont) faire l'objet d'un avenant éventuel."

• **Exemple de clauses de pénalités en cas d'empêchement de valorisation**

x.x.x PENALITES :

- Le titulaire subit, par jour calendaire de retard dans l'achèvement des travaux, une pénalité journalière de 150 Euros HT.
- Le titulaire subit une pénalité journalière de 50 Euros HT (à titre indicatif) par jour calendaire de retard dans la remise des DOE et des pièces demandées par le maître d'ouvrage pour la constitution du dossier de CEE (attestation sur l'honneur du maître d'œuvre, documentations techniques, certifications et/ou labels éventuels)
- Le titulaire subit une pénalité de 50 Euros HT par absence à une réunion de chantier dont il a reçu la convocation.
- Le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasserait pas un certain seuil."

2) Cas particulier : la réalisation en régie

Les collectivités territoriales ont la possibilité de mener des travaux en **régie**. Dans ce cadre, et pour justifier de la bonne réalisation des travaux, il est nécessaire que le dossier de demande de récupération de CEE comporte :

- ✓ Un engagement de la collectivité attestant que les travaux se sont déroulés en régie.
- ✓ La mention de la volonté de récupération des CEE.
- ✓ Une facture d'achat avec les matériaux utilisés et leurs caractéristiques techniques prouvant leur éligibilité au dispositif. La date ainsi que l'adresse des travaux doivent également être indiquées sur la facture d'achat.
- ✓ Une attestation papier qui précise les marques et références des matériaux utilisés, ainsi que l'identité complète du signataire.
- ✓ Un document, joint au dossier, prouvant la date d'installation des matériaux.

Un modèle
d'attestation sur
l'honneur pour les
travaux réalisés en
régie est présenté en
annexe 7 « Attestation
sur l'honneur en Régie ».